

SOSLMh60/7

9263-8

(1943)

A

Traité pour la délivrance de cartes au Ministère de la Santé.-

C.A. 17. 2.43 8 VIII

9263
Livraison de cartes au Ministère de la Santé.-

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 17 février 1943

QUESTION VIII - Traité concernant la délivrance
d'une carte de circulation au Secrétaire Général de la Santé.

P.V.(p.4)

Sur la proposition de M. GRIMPRET, le Conseil approuve ce traité dans le cadre des dispositions de l'article 29 du Cahier des Charges.

Sténo (p.8)

M. GRIMPRET. - Il s'agit ici d'une transaction, puisque le Secrétariat d'Etat à la Famille et à la Santé nous avait demandé primitivement trois cartes de circulation et qu'il a accepté de ne recevoir qu'une seule carte pour le Secrétaire Général de la Santé.

Le Conseil approuve le traité.

1000 900 800 700 600 500 400 300 200 100 0

— : — : — : — : — : — : — : —

1998 : 2000 : 1998 : 2000 : 1998 : 2000

Q. 9

8 février 1943

N O T E

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration

(d'un Projet de traité avec le Secrétariat d'Etat à la
au sujet (Famille et à la Santé pour la délivrance d'une carte
(de circulation au Secrétaire Général de la Santé.

Une loi du 27 juillet 1943 attribue au Secrétaire d'Etat à la Santé des pouvoirs précis et étendus en matière de sauvegarde de la Santé Publique. Elle place les Services médicaux de divers Ministères sous son contrôle technique et les attributions du Secrétaire Général de la Santé s'étendent au domaine médical et sanitaire de toutes les Administrations et grands Organismes et Services de l'Etat.

Invoquant la nécessité dans laquelle se trouve ce haut fonctionnaire de se déplacer constamment pour l'exercice de ses fonctions, le Secrétaire d'Etat à la Santé demande l'attribution en sa faveur d'une carte de circulation sur l'ensemble des lignes de la S.N.C.F.

En raison des relations de service que la S.N.C.F. est appelée à entretenir avec le Secrétariat d'Etat à la Santé, il est apparu qu'une Convention pouvait être passée avec ce Département ministériel, dans le cadre de l'article 29 du Cahier des Charges, d'autant plus qu'une demande qui visait primitivement trois cartes a été finalement réduite à la seule carte du Secrétaire Général de la Santé.

Cette carte nominative et valable sur l'ensemble des lignes de la S.N.C.F. pourrait être délivrée avec une réduction de 20 % sur le tarif normal des abonnements, soit pour le prix annuel de 24.816 fr.

J'ai l'honneur de prier M.M. les Membres du Conseil d'Administration de bien vouloir approuver le projet de traité ci-joint avec le Secrétariat d'Etat à la Famille et à la Santé.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.

T R A I T E

ENTRE:

Le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé,

d'une part,

et la Société Nationale des Chemins de fer français, dont le siège est à Paris, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. FOURNIER, Président du Conseil d'Administration et M. GRIMPET, Vice-Président du Conseil d'Administration,

d'autre part,

Vu les articles 17 et 29 du Cahier des Charges de la S.N.C.F.,

Vu l'article 16, § d, du décret-loi du 16 novembre 1938,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er

La Société Nationale des Chemins de fer français mettra à la disposition du Secrétariat d'Etat à la Santé une carte nominative valable en 1ère classe sur l'ensemble des lignes qu'elle exploite, pour le Secrétaire Général de la Santé.

ARTICLE 2

Après accord entre les parties sur la période d'utilisation de cette carte, le Secrétariat d'Etat à la Santé versera à la S.N.C.F. une somme représentant la valeur d'un abonnement en 1ère classe sur l'ensemble de ses lignes, au tarif commercial en vigueur au moment de la délivrance de la carte, avec abattement de 20 %.

Cette somme sera payable en deux versements, à la fin de chaque semestre,

La carte de circulation, objet du présent traité, sera décomptée à partir du premier jour du mois de sa délivrance et jusqu'au dernier jour du mois de sa restitution au Secrétariat Général de la S.N.C.F.

Tout retard dans le règlement d'une échéance semestrielle, imputable au Secrétariat d'Etat à la Santé, donnera lieu au versement à la S.N.C.F. d'intérêts moratoires au taux d'escompte de la Banque de France, courant à partir de l'expiration d'un délai de deux mois à dater de la remise de la facture correspondante.

ARTICLE 3

La réduction consentie au Secrétariat d'Etat à la Santé tient compte des relations de Service de ce Département ministériel avec la S.N.C.F. et de la collaboration qu'il s'engage à lui assurer dans le cadre de la loi du 27 juillet 1942.

.....

ARTICLE 4

Le présent traité expirera le 31 décembre 1943. Il sera renouvelable d'année en année par tacite reconduction, chaque partie se réservant le droit de le faire cesser au 31 décembre d'une année quelconque, en prévenant l'autre au moins 3 mois à l'avance.

ARTICLE 5

La présente Convention sera enregistrée gratis (décret du 13 octobre 1939, article 1er) et établie sur papier non timbré en trois exemplaires dont un pour le Secrétariat d'Etat à la Santé, un pour la S.N.C.F. et un pour l'Enregistrement.

Fait à Paris, le

Pour la S.N.C.F.

Le Secrétaire d'Etat à la
Famille et à la Santé,

Le Président du Conseil d'Administration,

Le Vice-Président
du Conseil d'Administration,